

Comités de grève et efficacité dans la lutte :

Au lieu d'abandonner la responsabilité de la grève aux directions syndicales, les grévistes élisent, secteur par secteur, leurs représentants au comité de grève central. C'est lui qui va organiser la lutte de bout en bout, en soumettant ses propositions à l'Assemblée générale à chaque étape importante, en prenant entre temps les décisions nécessaires. Ses 23 membres, élus démocratiquement par les grévistes, travaillent sous leur contrôle : ils peuvent être révoqués et remplacés à tout moment par ceux qui les ont désignés.

Les syndiqués et dirigeants syndicaux peuvent, bien sûr, au sein du comité de grève et en Assemblée générale, proposer aux grévistes les positions de leur syndicat ; ils sont d'ailleurs nombreux dans le comité de grève, tant de la CGT que de la CFDT. Mais ce sont les travailleurs qui décident de la conduite du mouvement : si les propositions syndicales ne leur conviennent pas, impossible de les imposer derrière leur dos ; tout se décide au grand jour, par le débat démocratique.

Très vite le comité de grève s'organise : il crée en son sein des commissions de travail, une commission de relations avec les autres districts, une commission « presse - propagande » qui se charge d'expliquer la grève à la population préparant ainsi le terrain pour des coupures de courant si la lutte se durcit.

Le comité de grève face à la direction :

Représentant les travailleurs en lutte, fort de leur confiance quotidiennement renouvelée par le débat démocratique, le comité de grève va être pour le patron un interlocuteur redoutable, au point de lui faire sentir à plusieurs reprises la

fragilité de son pouvoir.

Au-delà de l'affirmation des revendications, le comité de grève va donner à la lutte une tournure active et permettre aux travailleurs de s'ingérer dans la gestion de l'entreprise, domaine réservé du patron en temps ordinaire.

En dépit de l'opposition de principe de la direction, qui ne voulait négocier qu'avec les syndicats et entendait placer sur un pied d'égalité grévistes et non-grévistes (FO), le comité de grève s'est imposé comme son interlocuteur dans la discussion. Il a obtenu que la négociation se déroule sur la seule base de ses propositions, il a exigé que participent aux discussions tous les travailleurs ayant assuré l'élaboration des revendications (plus de soixante !)

La direction s'est ainsi trouvée en présence d'une force qu'elle ne soupçonnait pas. Le comité de grève qu'elle avait en face d'elle présentait à l'appui de chaque demande de poste un véritable dossier réalisé par les travailleurs pendant la grève. Aux calculs et arguments de la Direction le comité de grève pouvait ainsi opposer cas par cas ses propres calculs et des faits précis rassemblés par les grévistes.

A plusieurs reprises les grévistes ont occupé les locaux (restés ouverts au public grâce à FO et aux Autonomes). Installés derrière les guichets d'accueil ils expliquaient aux usagers les motifs de leur grève et ses justifications du point de vue de la qualité du service.

En adoptant ces formes de lutte et d'organisation, les travailleurs de l'EDF ont pu montrer que personne ne savait mieux qu'eux déterminer la meilleure façon d'accomplir leur service. En empiétant délibérément sur le domaine traditionnel de la toute-puissance patronale, ils ont esquissé les formes de leur propre pouvoir, tel qu'ils l'exerceront quand la révolution socialiste aura brisé l'état bourgeois.

LA DEMOCRATIE OUVRIERE DANS LA LUTTE, C'EST NOTRE ARME :

Ce que les travailleurs de l'EDF ont fait peut nous servir à tous d'exemple dans nos luttes : c'est en nous organisant comme ils l'ont fait que nous conduirons nos grèves à la victoire et que nous nous préparerons à prendre le pouvoir des mains des patrons et à gérer nous-mêmes la société.

RENNES: La C. F. T. en procès

Le Joint, Big Dutchman, les Kaolins, puis l'EDF à Brest et Chaffoteaux à Saint-Brieuc... Les travailleurs de notre région affirment partout leur combativité, leur détermination dans les affrontements ininterrompus depuis que ceux du Joint ont montré la voie. PARTOUT ? NON.

Aux portes de la Bretagne s'étaie, calme et menaçant l'empire Citroën. Ici apparemment semble régner la « paix sociale » rêve des patrons. A Citroën-Rennes il n'y a pas de grèves, ni courtes ni longues. Chaque jour 14 000 travailleurs dont 9 000 OS venus parfois des départements voisins passent les portes de l'entreprise et n'en ressortiront que neuf ou dix heures plus tard pour reprendre le car ou la voiture, harassés par les cadences, assommés par le bruit. A Citroën on ne plaisante pas. S'occuper de la « qualité de la vie » c'est bon pour les discours des patrons à leur banquet annuel : à l'usine il faut bosser plus vite afin d'augmenter le rendement, le nombre de voitures fabriquées et donc les profits des patrons.

La paix sociale ? Les travailleurs de Citroën seraient-ils parfaitement heureux ? n'auraient-ils pas de revendications ? Si bien sûr, plutôt plus qu'ailleurs sur les salaires, les cadences, les horaires, sur la gestion des « œuvres sociales », l'insécurité de l'emploi, les libertés syndicales...

Les revendications ne manquent pas. A Citroën RIEN N'EST REGULIER : ni les modalités d'embauche, ni les conditions de sécurité, ni le fonctionnement du Comité d'entreprise : RIEN.

Les ouvriers de Citroën sont exploités jusqu'à la corde. Rien n'échappe à la Rapacité des patrons... et tous les moyens sont bons pour que les choses marchent.

A Citroën Rennes il n'y a pas de « paix sociale » : exploitation féroce, répression sauvage. Interdit de contester ou de se révolter.

COMMENT EN EST-ON ARRIVE LA ?

Le patronat n'a pas lésiné sur les moyens. Pour voguer en maître absolu sur les milliers de travailleurs, il fallait les priver de leurs moyens de défense habituels : par le chantage, l'intimidation, la terreur, Citroën a mijoté son syndicat-maison affilié à la CFT, composé d'ex-collabos, OAS, CDR, anciens d'Indochine, d'Algérie. Le tout forme la « service de sécurité » ou plus exactement la milice armée de Citroën. Le « Syndicat Jaune » s'occupe des revendications des travailleurs ; la direction n'accorde rien aux revendications de la CGT et de la CFDT, satisfait une partie de celles présentées par la CFT (de toute manière patronat et CFT se

sont mis d'accord avant !) « Qui satisfait le mieux les intérêts de tout le monde, c'est la CFT... Alors votez bien... sinon... »

Sinon les mises à pied, les licenciements, les changements de poste, la suppression de primes et même le matraquage pur et simple.

■ par ces moyens Citroën et la CFT ont jusqu'à présent maintenu le calme. Il y a bien quelques mouvements d'humeur, des actes individuels qui montrent que la combativité et le sentiment d'être exploités sont présents. Mais ils sont étouffés, écrasés — dans l'entreprise et même sur les lieux d'habitation où des sbires CFT montent la garde et surveillent les occupations des travailleurs.

Face à ces méthodes, depuis 5 ans les organisations ouvrières sont restées passives. Loin d'encourager les luttes et d'organiser les travailleurs dans des syndicats véritablement OUVRIERS, contre la CFT, elles ont démissionné. La seule lutte consiste en pétitions, démarches auprès des autorités municipales ou préfectorales.

Mais la dénonciation verbale des exactions de la CFT ne SUFFIT PAS, face à la violence patronale, face aux méthodes fascistes du syndicat-maison CFT, face à la complicité évidente des pouvoirs publics et du patronat. Il faut organiser les travailleurs, les encourager dans leur lutte, leur apporter un soutien, à l'intérieur et à l'extérieur de Citroën.

Déjà la Ligue Communiste a montré qu'il était possible et payant de forcer la CFT à montrer son vrai visage à se trahir aux yeux des travailleurs. Il faut montrer que la CFT défend les intérêts des patrons et non ceux des ouvriers, montrer quel est le rôle de Citroën face à la combativité des travailleurs de toute notre région ; dénoncer le scandale permanent de la répression sauvage et de l'exploitation.

Trois militants anti-fascistes passent en procès à Rennes pour avoir participé à une distribution de tracts sur Citroën le 13 mai 1971.

La Ligue Communiste est décidée à faire de ce procès, celui CITROEN, de la CFT.

Ce procès nous voulons le faire avec tous les autres fascistes, toutes les organisations politiques et syndicales qui refusent la loi de Citroën et de la CFT fascistes, dès maintenant nous les appelons à s'unir.

Pour l'acquiescement des 3 militants,

CONTRE CITROEN, la CFT et ses méthodes,

FAISONS de ce procès, celui de CITROEN et de la CFT.

Je désire prendre contact avec la LIGUE COMMUNISTE
(Section Française de la IV^e Internationale)



Nom _____

Adresse _____

Profession _____

Age _____

Lieu de travail _____

**SOUTIEN
AUX
KAOLINS**

**C. C. P. PERENNES
295.99 Rennes**